

Décision n° 2024-014

Octroi d'une concession de terrain dans le cimetière MIRAT- Concession 3692 – Emplacement Col7-Case14

Le Maire de la Ville de CHINON,

Vu la loi n° 82-213 du 2 Mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2122-22, L. 2223-15, L.2223-13, L. 2223-14 et L. 2213-8,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2020-044 en date du 16 juillet 2020 relative à la délégation du conseil municipal au Maire par laquelle le conseil municipal donne pouvoir au Maire pour prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières,

Vu la demande de d'octroi de concession effectuée par **Monsieur Florent MIRAT** domicilié à CHINON (Indre et Loire), 9 avenue François Mitterand le 15 janvier 2024 pour une durée de **30 ans** à compter du **15 janvier 2024 jusqu'au 15 janvier 2054**.

- DECIDE -

ARTICLE 1^{er} :

A la demande de **Monsieur Florent MIRAT**, concessionnaire, de la **concession n° 3692** dans le cimetière communal de Chinon **emplacement Col7-Case14** est octroyée pour une période de **30 ans** à compter du **15 janvier 2024 jusqu'au 15 janvier 2054**.

ARTICLE 2 :

L'octroi de la concession est accordé moyennant la somme totale de 892.30 euros, versée dans la Caisse du Receveur Municipal.

Le paiement est effectué par chèque Crédit Mutuel n°4871127.

ARTICLE 3 :

Un exemplaire de la présente décision sera adressé au concessionnaire et au Receveur municipal.

ARTICLE 4 :

Le Directeur Général des Services de la Commune est chargé de l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 5 :

La présente décision sera inscrite au registre des décisions du Conseil Municipal et un extrait en sera affiché à la porte de l'Hôtel de Ville.

ARTICLE 6 :

Expédition de la présente décision sera adressée à la Préfecture d'Indre et Loire.

Fait à CHINON, le 09/01/2024.

Le Maire,



Jean-Luc DUPONT.

Certifié exécutoire

Publié ou notifié le

M. le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente publication par voie d'affichage.